

**Premiers signataires : Gaspard-Hubert Lonsi Koko (BF, Paris, ESR<sup>1</sup>), Najat Azmy (Comité National pour la Diversité), Kofi Yamgnane (CN), Meschac Dovi (Secrétaire de section, 91, ESR), Fayçal Douhane (CN), Daniel Banguiya.**

## **POUR UNE POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE DAVANTAGE HUMANISTE**

Après les « indépendances » des pays africains dans les années 1960, les Occidentaux, y compris ceux membres de l'actuelle Union européenne, avaient favorisé des régimes à parti unique sous le prétexte de la lutte contre le communisme. Cette politique faisait ainsi entrer ces États africains nouvellement constitués dans la guerre froide. Des forces progressistes furent écartées du pouvoir souvent de manière violente<sup>2</sup>. Alors que la chute du mur de Berlin en 1989 et la dislocation de l'URSS laissaient présager un changement d'orientation vers plus de démocratie<sup>3</sup> et d'alternance politique, rien de tel ne se produisit. Certes la zone d'influence française compte quelques pays qui connaissent une alternance politique, gage d'une certaine vitalité démocratique – allusion au Bénin, Mali, au Niger et au Sénégal – et d'autres où le processus, espérons-le, est en train de se mettre en marche. Toutefois, nous constatons que les récents événements ne semblent pas augurer d'un changement<sup>4</sup> dans le « pré-carré » français. **Nous pensons que le Parti Socialiste ne peut faire l'économie d'un débat sérieux sur le bilan de cette coopération ayant généré des régimes pour la plupart moins enclins, voire pas du tout, aux processus démocratiques.** La politique africaine de la France, constatons-nous, n'a pas du tout évolué depuis la période de la guerre froide. **En effet, le *statut quo* a primé au point de nier aux peuples africains le droit à la promotion de la démocratie et de l'alternance, éléments pouvant garantir la stabilité politique.**

Pourtant, le rapport du Parti Socialiste Européen, présenté au Conseil de Sofia, les 22 et 23 novembre 2007 déclare, entre autres, que

« la démocratie constitue peut-être l'instrument le plus puissant à disposition en faveur de la paix et du développement. Le soutien aux démocraties fragiles de l'Afrique est essentiel et de nouveaux efforts doivent être fournis en ce sens [...]. Une pression plus forte devra être exercée sur les pays qui soutiennent les régimes non démocratiques.<sup>5</sup> »

En cautionnant systématiquement les politiques défavorables aux valeurs démocratiques que, pourtant nous ne cessons à cor et à cri de défendre dans nos pays développés, la France risque de se mettre à dos une grande partie de la jeunesse africaine, l'élite de demain parfois formée dans nos propres universités. Rappelons que la politique africaine de la France ne cesse de faire l'objet de vives critiques de la part de nombreux africanistes et intellectuels africains. Ils reprochent à la France d'empêcher, en Afrique, toute évolution démocratique. Dans une interview sur les progrès de la démocratie en Afrique accordée à *Courrier*

---

<sup>1</sup><http://www.enjeux-socialistes.fr>

<sup>2</sup> L'exemple le plus patent de l'intervention occidentale en Afrique, au cours de cette période, demeure sans conteste l'élimination de Patrice Lumumba, ancien Premier ministre de la République Démocratique du Congo (Kinshasa) en 1961 et la prise de pouvoir de Joseph-Désiré Mobutu. Les prémices d'une politique interventionniste était ainsi lancée sur le continent, au mépris du droit des peuples africains.

<sup>3</sup> Nous pensons au discours de La Baule de juin 1990 à l'occasion du 16ème sommet France-Afrique.

<sup>4</sup> Allusion faite à la dernière révision constitutionnelle au Cameroun, à l'intervention française au Tchad lors des attaques répétées des rebelles au régime d'Idriss Déby (appuyées ou non par le régime Soudanais). La Côte d'Ivoire, où se déroulent un processus en vue de l'organisation d'élections et dont nous souhaitons la réussite, n'est nullement concernée par cette remarque.

<sup>5</sup> In *L'Union européenne sur la scène internationale : pour la promotion d'une paix durable*, p. 120.

*International*, l'historien camerounais Achille Mbembe, offre le point de vue assez répandu dans les divers milieux intellectuels et dans la société civile d'Afrique :

« [...] Question : *Quelle est l'attitude de la France face à la démocratisation ?*

» Réponse : Elle l'accepte seulement du bout des lèvres. Dans son pré carré, elle s'y oppose avec ténacité depuis 1960. La France est connue pour prodiguer un soutien indéfectible aux régimes les plus corrompus du continent et aux satrapes les plus tordus. Il faut souhaiter qu'elle se désengage véritablement du continent. Les autres puissances ne s'opposent pas autant à la démocratisation. Cynisme et hypocrisie suffisent largement – encore que de nombreuses institutions privées américaines apportent une aide multiforme à la consolidation de la société civile. Cela dit, si les Africains veulent la démocratie, c'est à eux d'en payer le prix. Personne ne le fera à leur place. Ils ne l'obtiendront pas non plus à crédit... »<sup>6</sup>

**Que la France soit directement associée à la régression de la démocratie en Afrique devrait inciter les socialistes que nous sommes à repenser les bases de notre politique africaine.** Les événements survenus à Abidjan démontrent que les Africains n'accepteront pas toujours les solutions élaborées depuis la cellule Afrique de l'Élysée.

**Nous sommes très surpris que, aujourd'hui encore, certains camarades socialistes, et non des moindres, continuent – à moins qu'ils fassent semblant – à ne pas réaliser les méfaits de la cynique politique menée au nom du peuple français pour la sauvegarde à tout prix des intérêts de la France en Afrique.** Les divers dérapages du président Sarkozy à l'égard des peuples africains – notamment son discours de Dakar<sup>7</sup> et ses propos tenus à Cotonou<sup>8</sup> – ne cessent de confirmer notre mépris à l'encontre de ceux qui, dans l'absolu, sont nos amis et nos alliés de longue date.

**Une nouvelle politique africaine de la France, impulsée par les socialistes, devrait surtout tenir compte de la société civile, « la meilleure façon d'y parvenir, c'est de nous mettre réellement à l'écoute des Africains »<sup>9</sup>. Il revient aux socialistes d'identifier l'ensemble des acteurs de la société civile qui ont été longtemps oubliés et de trouver les moyens de rapprochement possibles.** Comment comprendre que, au moment où l'Europe dans son ensemble élabore des lois sur l'immigration restrictives au détriment des populations africaines, la France accorde son soutien aux régimes qui sont à l'origine de leur arrivée en Europe ! Quels choix laisse-t-on, franchement, aux populations de ces pays ? De toute évidence, l'offensive de la Chine<sup>10</sup> risque de réduire davantage la promotion d'un idéal démocratique dans ce continent. Il est presque temps que les socialistes français, dans le cadre

<sup>6</sup> [http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj\\_id=86998](http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=86998)

<sup>7</sup> 23 intellectuels africains ont réagi au discours de Dakar dans un ouvrage intitulé *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*. Ouvrage publié sous la direction de Makhily Gassama, Paris, Éditions Philippe Rey, février 2008.

Sur cette problématique, à lire également l'ouvrage de Gaspard-Hubert Lonsi Koko intitulé *Miterrand l'Africain ?*, paru en octobre 2007 aux Éditions de l'Égrégore, Paris.

<sup>8</sup> Lors de son voyage à Cotonou en mai 2006, l'actuel président de la République, un an avant son élection, déclara notamment que « *la France économiquement n'[avait] pas besoin de l'Afrique* », alors qu'une bonne partie des besoins énergétiques de notre pays provient encore pour l'essentiel des pays d'Afrique : uranium, pétrole, etc.

<sup>9</sup> In Hubert Védrine, *La France et la mondialisation, Rapport au président de la république sur la France et la mondialisation*, p58.

<sup>10</sup> Nous tenons à préciser que nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la zone d'influence française en Afrique puisse diversifier ses partenaires. Bien au contraire, plus de 40 ans après les indépendances, il est plus que temps de permettre le jeu de la concurrence dans ces pays. D'ailleurs, la présence chinoise est appréciée notamment dans les travaux publics, la construction des routes et des hôpitaux, etc. Notre inquiétude réside seulement dans l'intérêt des populations, car certains dirigeants africains se servent de ce nouveau partenariat à leur propre profit.

de l'Internationale Socialiste, incitent les gouvernements européens à revoir complètement leur politique africaine, notamment en matière des accords militaires.

Effectivement, compte tenu de l'évolution démographique de l'Afrique, la renégociation des accords de défense autorisant la présence militaire française sur le continent s'imposera nécessairement à nous dans les prochaines années. De plus, ces populations, très jeunes dans la plupart des cas, ont (et auront) du mal à tolérer encore longtemps notre présence sur leur sol. Il serait souhaitable que les socialistes prennent l'initiative dans ce domaine en proposant à la France un débat sur le choix entre le redéploiement, la réduction des effectifs et le retrait définitif de nos forces armées. **Nous pensons, d'ores et déjà, que les forces françaises d'Afrique devront être mises à la disposition de celles des Nations Unies en vue de l'instauration de la paix et des actions humanitaires de tous genres, activités qui auront lieu forcément en partenariat avec l'Union africaine<sup>11</sup>.**

En tout cas, nous devons tirer des leçons de l'épopée ivoirienne de l'armée française<sup>12</sup>. Le Parti de Jaurès ne devrait plus cautionner de telles dispositions qui datent d'une époque déjà révolue. Nos intérêts géostratégiques méritent sans conteste une autre forme de protection par rapport à celle de la période coloniale.<sup>13</sup> Interrogeons-nous sur le nombre d'anciennes puissances coloniales qui maintiennent encore, de nos jours, des bases militaires dans le continent africain.

Une solution consisterait à participer à la mise en place d'une force africaine au service de l'Union africaine ou au renforcement du dispositif RECAMP<sup>14</sup>, appuyée s'il le faut par un petit détachement d'une force des Nations Unies ou de l'Union européenne<sup>15</sup>. Cela nous donnerait encore plus de crédibilité aux yeux des populations de ces pays, lesquelles pensent – à tort ou à raison – que nos bases militaires font partie d'un système de protection directe des chefs d'États illégitimes contre des éventuelles actions démocratiques pouvant être initiées par la société civile. D'ailleurs le président Sarkozy ne s'est-il pas « senti obligé »<sup>16</sup> de donner des gages lors de sa visite à Johannesburg ?

**En définitive, la nouvelle politique africaine de la France initiée par les socialistes aura vocation à donner une impulsion cohérente qui permettra l'expression démocratique, la confiance retrouvée des populations africaines à notre égard et entérinera l'idée selon laquelle la France ne soutiendra, désormais, que des régimes démocratiques. Il nous semble plus intéressant de jouer le rôle de « gendarme de l'expression démocratique » dans ces pays plutôt que celui de « protecteur des régimes antidémocratiques ».**

**Tous les signataires :** Najat Azmy, Daniel Banguiya (CA, 75, ESR), M. Aliou Mamadou Barry, Laurent Brouillet (CF, 75, ESR), Oscra Chira Vasquez (ESR), Victor Courties (CA, 75, ESR), Fayçal Douhane, Meschac Dovi, Françoise Gandon (ESR), Gaspard-Hubert Lonsi Koko, Olivier Ndiaye (ESR), Adeline Ndoko-Essombe (ESR), Horace Soncy (ESR), Kofi Yamgnane.

---

**Contact :**

Site : <http://www.enjeux-socialistes.fr> – E-mail : [contact@enjeux-socialistes.fr](mailto:contact@enjeux-socialistes.fr)

<sup>11</sup>Pour plus des précisions, lire *Mitterrand l'Africain ?*, *op. cit.*

<sup>12</sup> En effet, un retrait de nos forces d'Afrique à la suite des événements hostiles à notre présence militaire achèverait de porter atteinte à notre crédibilité au niveau mondial et leur maintien à tout prix en dehors des contingents onusiens confirmerait notre vision « colonialo-paternaliste ».

<sup>13</sup> Les accords de défense dans lesquels sont traités des questions économiques et stratégiques ont été initiés par la politique de coopération. Ils datent de 1956, c'est-à-dire de « Communauté française ».

<sup>14</sup> Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix.

<sup>15</sup> À lire notre contribution thématique intitulé *Affaires internationales, Europe, organisation des Nations Unies et démographie*.

<sup>16</sup> Nous pensons qu'il s'agissait d'un signal fort adressé au président Thabo Mbeki, assez sceptique quant aux intentions françaises en Côte d'Ivoire.

Gaspard-Hubert Lonsi Koko : 0612066872 – Najat Azmy : 0666824503